








CAHIER DES CHARGES

REPERAGE AMIANTE ET PLOMB AVANT TRAVAUX,
DIAGNOSTICS ET PRELEVEMENTS


		Hélia RASCOL 	Pierre LATARE 	Vanessa PINSON V. PINSON 	Sophie DELFRAYSSI  <small>Signature numérique de DELFRAYSSI Sophie Date : 2024.01.17 14:13:17 +01'00'</small>
A	Janvier 2024				
IND.	DATE	Rédacteur	Vérificateur	Vérificateur Qualité	Emetteur
		NOM, FONCTION et VISA			
CEA PARIS-SACLAY 91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX			Nom de fichier : V3-Cahier des charges prélèvements amiante et plomb- En cours		Logiciel : Microsoft Office Word
			CEA/P-SAC/DSST / CAQS / CC / 2023-0029		

	CAHIER DES CHARGES : REPERAGE AMIANTE ET PLOMB AVANT TRAVAUX, DIAGNOSTICS ET PRELEVEMENTS	DSST/CAQS/CC/2023-0029
		Indice A janvier 2024
		Page 2/19

CEA/P-SAC/DSST/CAQS


DIFFUSION DU DOCUMENT

Liste de diffusion
Diffusion par mail
<ul style="list-style-type: none"> - Charlotte CONSTANS, DG/CEAPSAC/DSST// - Sophie DELFRAYSSI, DG/CEAPSAC/DSST/CAQS - Guy VIEILLARD, DG/CEAPSAC/DSST/SLEM/ - G. BARBEY, DG/CEAPSAC/DSST/SLEM/GTF - Nathalie GAMA, DG/CEAPSAC/DSST/SLEM/ GTF - Elodie GAMRACY, DG/CEAPSAC/SMA/BLMT - Maylis DES COURTIS, DG/CEAPSAC/SMA/BLMT
Diffusion papier
<ul style="list-style-type: none"> - Destinataires (unité ou fonction)

	CAHIER DES CHARGES : REPERAGE AMIANTE ET PLOMB AVANT TRAVAUX, DIAGNOSTICS ET PRELEVEMENTS	DSST/CAQS/CC/2023-0029
		Indice A janvier 2024
		Page 3/19
CEA/P-SAC/DSST/CAQS		


SUIVI DU DOCUMENT

Indice	Date	Nature de l'évolution	Pages Chapitres
A	Janvier 2024	Emission initiale	
Choisir un indice	Mois année	Préciser la nature des évolutions	

	CAHIER DES CHARGES : REPERAGE AMIANTE ET PLOMB AVANT TRAVAUX, DIAGNOSTICS ET PRELEVEMENTS	DSST/CAQS/CC/2023-0029
		Indice A janvier 2024
		Page 4/19
CEA/P-SAC/DSST/CAQS		


SOMMAIRE

GLOSSAIRE	5
1. OBJET DU DOCUMENT	6
1.1. PRESTATION	6
1.2. DUREE DE LA PRESTATION	6
1.3. PERIMETRE D'INTERVENTION	6
1.4. VISITE PREALABLE ET REMISE DES OFFRES	6
2. REGLEMENTATION	7
3. DETAILS DE LA PRESTATION	8
3.1. PRESTATIONS ATTENDUES	8
3.1.1. <i>Diagnostic amiante avant travaux ou démolition (Bâtis ou Voiries)</i>	8
3.1.2. <i>Diagnostic plomb avant travaux ou démolition</i>	9
3.1.3. <i>Levée de doutes sur matériaux suspects</i>	9
3.2. REALISATION DES PRELEVEMENTS ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	9
4. CONDITIONS D'EXECUTION	10
4.1. ORGANISATION GENERALE	10
4.2. HORAIRES	10
4.3. CONDITIONS D'ACCES SUR LE CENTRE	10
4.4. SOUS-TRAITANCE	11
4.5. DELAIS DE REALISATION	11
4.6. MOYENS MATERIELS	11
4.7. AGREMENT ET CERTIFICATION	12
5. DEROULEMENT DE LA PRESTATION	12
5.1. RYTHME DES PRESTATIONS	12
5.2. PERIODICITE DES REUNIONS	12
5.3. ELABORATION DU PLAN DE PREVENTION	12
5.4. SUIVI DES PRESTATIONS VIA BI OU AI	13
6. LIVRABLES	13
6.1. DOCUMENTS A TRANSMETTRE	13
6.2. LIVRABLES EN FIN DE PRESTATION	14
7. EXIGENCES QUALITE, SECURITE, ENVIRONNEMENT, ENERGIES	14
7.1. EXIGENCE QUALITE	14
7.1.1. <i>Plan Qualité Sécurité Environnement</i>	15
7.1.2. <i>Evaluation - Audits</i>	15
7.1.3. <i>Fiche de Réclamation Fournisseur</i>	15
7.2. EXIGENCE SECURITE	15
7.3. EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES	17
7.4. GESTION DES DECHETS	17

	CAHIER DES CHARGES : REPERAGE AMIANTE ET PLOMB AVANT TRAVAUX, DIAGNOSTICS ET PRELEVEMENTS	DSST/CAQS/CC/2023-0029
		Indice A janvier 2024
		Page 5/19

Glossaire

- AI : Autorisation d'intervention
- BI : Bon d'intervention
- CAQS : Cellule d'Assistance Qualité Sécurité
- CI / ISI : Chef d'installation / Ingénieur sécurité d'installation
- DTA : Dossier Technique Amiante
- DSST : Département de soutien scientifique et technique
- FLS : Formation Locale de Sécurité
- ICP : Inspection Commune Préalable
- INB : Installation nucléaire de base
- SHFJ : Service hospitalier Frédéric Joliot, à Orsay
- SIP : Système d'Information Patrimoniale

	CAHIER DES CHARGES : REPERAGE AMIANTE ET PLOMB AVANT TRAVAUX, DIAGNOSTICS ET PRELEVEMENTS	DSST/CAQS/CC/2023-0029
		Indice A janvier 2024
		Page 6/19

1. Objet du document

Le présent cahier des charges a pour objet la réalisation de diagnostics amiante et plomb sur les bâtiments et les voiries des sites de Saclay et de Fontenay aux Roses du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives de Paris-Saclay ainsi que leurs annexes, comprenant notamment l'Orme des Merisiers, Evry et le SHFJ à Palaiseau.

Seront exclus de la prestation, les bâtiments en INB (Installation Nucléaire de Base) et les locaux classés au niveau de la radioprotection (zone jaune, orange ou rouge).

1.1. Prestation

Le Titulaire réalisera des diagnostics amiante et plomb avant travaux ou démolition, des levés de doutes sur matériaux ainsi que des rapports de repérage selon les besoins des installations.

Ces diagnostics seront adaptés à la nature des travaux envisagés et au périmètre des travaux fournis.

1.2. Durée de la prestation

La prestation décrite dans ce présent cahier des charges est valable pour toute la durée du marché, à compter de la signature du marché et pour une durée de deux ans.

1.3. Périmètre d'intervention

Le domaine concerné s'étend sur les bâtiments du site de Saclay: comprenant notamment l'Orme des Merisiers et le SHFJ, ainsi que les galeries techniques présentes sur ces sites.

Il prend également en compte le site de Fontenay aux roses et ses annexes tels que le site d'Evry.

Les diagnostics sont susceptibles d'être réalisés sur tous les bâtiments du centre, hors INB et locaux en zone contrôlée jaune, orange ou rouge. Les bâtiments ayant un permis de construire édité après 1997 sont également exclus du périmètre.


Les locaux se composent principalement de bureaux, laboratoires (Physique, chimique, biologique...), d'ateliers, d'escaliers, de locaux techniques et de sous-stations de chauffage. Les toitures et terrasses ainsi que les enrobés des voiries ou parking pourront également faire l'objet de diagnostics avant travaux.

Les diagnostics sont actuellement principalement réalisés dans le cadre d'intervention à la demande du marché national de vérifications périodiques réglementaires.

Les prestations de ce présent cahier des charges s'inscrivent en renfort et complément du marché national actuel.

1.4. Visite préalable et remise des offres


La réponse à cette consultation implique la réalisation obligatoire d'une visite préalable afin d'apprécier correctement l'ampleur et le contexte de la prestation. Le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix par la suite du fait d'une insuffisance de description, de difficultés d'accès ou d'organisation dues aux particularités de la prestation. Les renseignements concernant la visite figurent dans le règlement de consultation.

	CAHIER DES CHARGES : REPERAGE AMIANTE ET PLOMB AVANT TRAVAUX, DIAGNOSTICS ET PRELEVEMENTS	DSST/CAQS/CC/2023-0029
		Indice A janvier 2024
CEA/P-SAC/DSST/CAQS		Page 7/19

2. Règlementation

Tout au long du marché, le Titulaire devra être conforme à la réglementation et aux normes en vigueur, ainsi qu'aux exigences du CEA. Le Titulaire devra donc se conformer :

- À l'ensemble des textes régissant la réglementation française et européenne, parus sous la forme de lois, ordonnances, décrets, arrêtés, circulaires et codes, notamment :
 - Code du travail, de la santé publique, de l'environnement
 - Code de la construction et de l'habitation
 - Décret 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations, modifié par le décret 2019-251 du 27 mars 2019
 - Décret n° 2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
 - Arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures
 - Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb
 - Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la VLEP aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages
 - Arrêté 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collectives à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
 - Arrêté du 20 avril 2015 modifiant l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante et l'arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant
 - Arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis, modifié par l'arrêté du 23 janvier 2020
 - Arrêté du 26 octobre 2020, modifié par l'arrêté du 3 mai 2021, fixant la liste des substances, mélanges et procédés cancérogènes au sens du code du travail
 - Arrête du 22 juillet 2021 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité
 - Arrêté du 21 décembre 2021 relatif à la gestion des déchets amiante
- Aux normes homologuées et autres normes en vigueur en France, dont :
 - Norme NF X46-020 (août 2017)
 - Norme NF X46-035 (Juin 2021)

	CAHIER DES CHARGES : REPERAGE AMIANTE ET PLOMB AVANT TRAVAUX, DIAGNOSTICS ET PRELEVEMENTS	DSST/CAQS/CC/2023-0029
		Indice A janvier 2024
		Page 8/19

- Norme NF X46-032 (2008)

Cette liste n'est pas limitative, elle n'est qu'un rappel des principaux règlements et normes. Il est de la responsabilité du Titulaire d'être conforme aux textes légaux.

3. Détails de la prestation

Cette prestation se place dans le cadre de l'article L.4412 du code du travail qui impose la recherche de présence d'amiante et plomb « préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs ».

Dans le cas de travaux prévus sur le centre, le CEA sera amené à faire réaliser un diagnostic complet de tous les matériaux susceptibles d'être impactés lors des dits travaux.

On entend ici par travaux, l'ensemble des interventions susceptibles d'être à l'origine d'une diffusion de fibres dans l'air. Cela englobe donc :

- La démolition, réhabilitation ou restructuration d'espaces
- L'installation, le remplacement, la maintenance ou l'entretien d'ouvrages ou d'équipements techniques
- Les interventions courantes, telles que les réparations, ayant un impact sur les matériaux
- Certaines opérations de nettoyage (lustrage / décapage)

Au titre de la prestation, le Titulaire est en charge des prestations listées dans le paragraphe ci-dessous.


3.1. Prestations attendues

On estime la quantité totale de demandes transmises à l'entreprise titulaire de ce marché, et donc de rapports livrés, à environ 100 par an. Ce nombre est donné à titre indicatif. Il n'engage en rien le CEA et pourra évoluer avec les projets du centre.

3.1.1. Diagnostic amiante avant travaux ou démolition (Bâtis ou Voiries)

Après réception des données relatives au programme de travaux, analyse par l'opérateur de repérage et ajout de précision si nécessaire, une visite préliminaire pourra être réalisée afin de définir un programme de prélèvements.

L'opérateur de repérage identifiera de manière exhaustive les matériaux susceptibles de contenir de l'amiante et risquant d'être impactés par les travaux.

	CAHIER DES CHARGES : REPERAGE AMIANTE ET PLOMB AVANT TRAVAUX, DIAGNOSTICS ET PRELEVEMENTS	DSST/CAQS/CC/2023-0029
		Indice A janvier 2024
		Page 9/19

Il réalisera les prélèvements et sondages nécessaires à son investigation. Il quantifiera les matériaux amiantés recensés. Pour cela, il se basera sur la norme NF X46-020 ou tout autre norme qui entrerait en vigueur au cours du marché.

Les plans et les DTA seront consultables in situ via un ordinateur CEA mis à disposition sur le centre. L'opérateur de repérage pourra utiliser ces informations pour compléter son analyse.

A la fin de son investigation, il remettra un rapport de repérage amiante avant travaux (ou démolition). La prestation ne sera considérée comme terminée qu'après validation du rapport par le chargé de contrat CEA. Le rapport contiendra un plan du périmètre des travaux et un plan détaillé rendant compte de la présence d'amiante et des points de prélèvement avec photos. Il devra être compréhensible par les personnes n'ayant pas connaissance du bâtiment.

Celui-ci ne pourra, en aucun cas, être un « pré-rapport ». Les limites d'investigation donneront immédiatement lieu à une reprogrammation de la visite.

3.1.2. Diagnostic plomb avant travaux ou démolition

Après réception des données relatives au programme de travaux, analyse par l'opérateur de repérage et ajout de précision si nécessaire, une visite préliminaire pourra être réalisée afin de définir un programme de prélèvements.

L'opérateur de repérage identifiera de manière exhaustive les matériaux susceptibles de contenir du plomb et risquant d'être impactés par les travaux.

Il réalisera les analyses (fluorescences, lingettes...) nécessaires à son investigation. Il remettra un rapport contenant l'ensemble des valeurs en faisant visuellement ressortir les valeurs supérieures à $1\text{mg}/\text{cm}^2$. Ces valeurs seront représentées sur un plan. Celui-ci devra être compréhensible, même sans connaissance du bâtiment.

Il s'appuiera également sur les précédents rapports plomb du bâtiment qui seront consultables ainsi que sur la norme NF X46-035. La prestation ne sera considérée comme terminée qu'après validation du rapport par le chargé de contrat CEA.


3.1.3. Levée de doutes sur matériaux suspects

Il pourra être demandé à l'opérateur de repérage de réaliser des levées de doutes sur des matériaux pouvant être potentiellement amiantés ou plombés.

Cette intervention donnera lieu à un rapport de repérage permettant d'identifier et de localiser le matériau. Il contiendra les plans et photos nécessaires à l'identification. Le rapport devra être validé par le chargé de contrat CEA.

3.2. Réalisation des prélèvements et remise en état des lieux

Les prélèvements devront être réalisés en respectant les consignes de sécurité du mode opératoire SS4 établi par l'entreprise selon la réglementation en vigueur, du plan de prévention et de l'analyse des risques associée au Bon d'Intervention (BI) ou Autorisation d'Intervention (AI). Tout manquement pourra faire l'objet d'une interruption immédiate du chantier sans impact financier pour le CEA.

	CAHIER DES CHARGES : REPERAGE AMIANTE ET PLOMB AVANT TRAVAUX, DIAGNOSTICS ET PRELEVEMENTS	DSST/CAQS/CC/2023-0029
		Indice A janvier 2024
		Page 10/19

Compte tenu des activités du CEA, les prélèvements sans dégradation visible des locaux seront à privilégier lorsqu'ils seront possibles. Une remise en état après intervention sera nécessaire afin de ne pas laisser de matériaux dégradés accessibles. Les remises en état pouvant être réalisées par l'opérateur comme les calfeutrements, nettoyages, bouchage des trous seront à la charge du titulaire.

Le CEA devra être informé des prélèvements nécessitant des dégradations importantes ou pour lesquelles une préparation serait nécessaire. L'intervention d'entreprises compétentes pour remise en état devra être anticipée. Elle sera à la charge du CEA.

4. Conditions d'exécution

4.1. Organisation générale

Le CEA Paris-Saclay se compose de plusieurs installations. Chaque installation regroupe un ou plusieurs bâtiments, ou une partie de bâtiment et un bâtiment peut regrouper une ou plusieurs installations.

Les chefs d'installations ont en charge la sécurité des personnes et des biens dans le périmètre de leurs installations. Le chef d'installation ou son représentant (chef d'installation suppléant ou ingénieur sécurité d'installation) sera le correspondant permanent de l'opérateur de repérage pendant la durée de l'intervention dans son installation. Il autorisera le début de l'intervention et sera informé de la fin de celle-ci via l'ouverture et la fermeture d'un BI ou AI (voir paragraphe 7.2).

L'opérateur de repérage sera accompagné par un chargé d'affaires travaux de l'installation ou du DSST (Département de Soutien Scientifique et Technique) ou bien un acteur sécurité de l'installation.

4.2. Horaires

Les horaires d'accès sur le site du CEA Paris-Saclay sont de 7h00 à 20h45 du lundi au vendredi. Le site est fermé les samedis, dimanches, les jours fériés légaux et les jours de fermeture exceptionnelle du CEA Paris-Saclay (environ 12 par an). Le CEA communiquera au démarrage de la prestation les jours non-ouverts.


L'horaire normal de travail du CEA Paris-Saclay est de 8h30 à 17h10 les jours ouvrés du Centre CEA Paris-Saclay. Les prestations sont assurées principalement durant cet horaire normal.

Si un travail n'a pu être terminé pendant l'horaire normal de travail, il appartient au prestataire de mettre le chantier concerné en « Sécurité » jusqu'à la reprise du travail et d'effectuer une signalisation adéquate de son chantier.

Le prestataire devra prendre en compte les jours de fermeture du site Paris-Saclay pour la planification des interventions qui lui sont confiées.

4.3. Conditions d'accès sur le centre

Il appartient au prestataire de demander pour son personnel les laissez-passer et autorisations d'entrée nécessaires dans les délais requis (8 jours ouvrés). Compte tenu des accès restreints sur le site du CEA

	CAHIER DES CHARGES : REPERAGE AMIANTE ET PLOMB AVANT TRAVAUX, DIAGNOSTICS ET PRELEVEMENTS	DSST/CAQS/CC/2023-0029
		Indice A janvier 2024
		Page 11/19

Paris-Saclay, les intervenants devront être identifiés à l'avance et tous les documents nécessaires à l'obtention de l'autorisation d'accès devront être fournis.

Le prestataire prendra à sa charge le transport de son personnel et de l'outillage à l'intérieur et à l'extérieur du centre CEA Paris-Saclay, au moyen de véhicules en nombre suffisant.

4.4. Sous-traitance

Le Titulaire sera garant de la compétence et aptitudes des sous-traitants, fournisseurs et prestataires dont il est mandataire. Si le Titulaire fait appel à des sous-traitants pour réaliser une partie des tâches contractuellement requises, il assurera l'interface avec l'ensemble de ses sous-traitants.

Un seul niveau de sous-traitance est privilégié par le CEA. Le Titulaire complètera le dossier d'acceptation de sous-traitance qui lui sera remis le cas échéant.

Les sous-traitants devant réaliser des activités de la sous-section 4, telles que définies dans l'article R4412-144 du code du travail, doivent être également habilités à cette sous-section. Les dispositions imposées au Titulaire sont également imposées à ses sous-traitants et cotraitants.

Le Titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour piloter et maîtriser les prestations de ses fournisseurs et sous-traitants et respecter des délais compatibles avec le planning de réalisation.

4.5. Délais de réalisation

L'entreprise titulaire devra respecter les délais suivants :

- Délais de prise de contact avec les demandeurs (après réception de la demande) : **5 jours ouvrés**
- Délais de programmation des visites (après réception de la demande) : **10 jours ouvrés**
- Délais de remise des rapports après intervention : **20 jours ouvrés**
- Délais de programmation des visites complémentaires : **10 jours ouvrés** après la première visite ou réception des résultats de laboratoire le cas échéant.

Sauf cas particuliers, les résultats de laboratoire ne seront pas à transmettre individuellement. Ils devront être joints aux rapports dans un format lisible.


4.6. Moyens matériels

Le Titulaire évalue, met en place et assure le bon fonctionnement des moyens matériels nécessaires à l'accomplissement de sa prestation.

Il est le seul garant entre l'adéquation de ses moyens et les objectifs fixés dans ce cahier des charges.

Les équipements de protection individuels adaptés aux risques liés à la prestation sont également à la charge du prestataire.

Un bureau in situ, muni d'un ordinateur sera mis à disposition de l'opérateur de repérage lors de sa venue sur site afin qu'il puisse consulter les documents internes CEA (plans, DTA, accès aux données patrimoniales : SIP). Le planning sera défini conjointement entre le CEA et le Titulaire au début du marché pour faciliter l'organisation de cette mise à disposition.

	CAHIER DES CHARGES : REPERAGE AMIANTE ET PLOMB AVANT TRAVAUX, DIAGNOSTICS ET PRELEVEMENTS	DSST/CAQS/CC/2023-0029
		Indice A janvier 2024
CEA/P-SAC/DSST/CAQS		Page 12/19

4.7. Agrément et certification

L'ensemble du personnel intervenant devra avoir suivi les formations conformément à la réglementation amiante et plomb en vigueur. Elles devront être valables pendant toute la durée du marché.

Les opérateurs de repérage devront être certifiés « avec mention » pour la réalisation des repérages amiante avant travaux ou démolition.

Ils devront également disposer des certifications et formations nécessaires pour les diagnostics plomb.

Ces certifications devront avoir été délivrées par des centres de formation agréés par le COFRAC. Elles devront être transmises au chargé de contrat CEA avant le début des prestations.

Une liste du personnel et de leurs habilitations sera fournie en début de prestation et tenue à jour tout au long du marché.

5. Déroulement de la prestation

5.1. Rythme des prestations

Le chargé de contrat CEA transmettra les demandes de prestation au Titulaire du marché. Celui-ci planifiera ses visites ainsi que son temps sur site pour l'étude des documents en consultation avec le chargé de contrat et les installations concernées. Des jours fixes pour la mise à disposition des outils et la réalisation des visites pourront être déterminés conjointement. Dans la mesure du possible, le titulaire privilégiera des interventions regroupées.

5.2. Périodicité des réunions


Durant toute la durée du marché, des réunions périodiques seront organisées. La périodicité pourra varier selon les besoins. Elles pourront être organisées sur demande du CEA ou de l'entreprise titulaire.

Un rythme trimestriel sera privilégié. La présence du responsable sur site ou par délégation d'une personne de l'équipe dédiée à la prestation sera obligatoire lors de ces réunions.

En outre, plusieurs autres réunions seront réalisées :

- Avant le début du marché :
 - Une inspection commune préalable
 - Réunion de lancement des prestations
- A l'issue de la première année de marché et en fin de marché :
 - Réunion de revue annuelle, dressant un bilan des prestations de l'année et, en fin de marché, clôturant le marché.

5.3. Elaboration du plan de prévention

	CAHIER DES CHARGES : REPERAGE AMIANTE ET PLOMB AVANT TRAVAUX, DIAGNOSTICS ET PRELEVEMENTS	DSST/CAQS/CC/2023-0029
		Indice A janvier 2024
		Page 13/19

Une inspection commune préalable aura lieu avant le démarrage des interventions. S'agissant de travaux dangereux au sens de l'arrêté du 19/03/1993, un plan de prévention annuel sera rédigé entre le CEA et l'entreprise titulaire, tel que défini au paragraphe 7.2.

Lors de cette inspection, la présence du responsable sur site et d'une personne ayant les pouvoirs en matière de sécurité sera obligatoire, ainsi que celle des éventuels sous-traitants.

Les documents suivants devront alors être fournis :

- Délégation de pouvoir en matière de sécurité pour le signataire du Plan de prévention
- Mode opératoire et analyse des risques associés
- Habilitation du personnel intervenant sur site
- Tout document demandé par le chargé de contrat CEA, nécessaire à la maîtrise de la sécurité

En l'absence de plan de prévention correctement complété et signé, toute intervention sera interdite.

5.4. Suivi des prestations via BI ou AI

Toute intervention au CEA est suivie par l'intermédiaire d'un bon d'intervention ou autorisation d'intervention tel que défini au paragraphe 7.2. Celui-ci est signé par le chef d'installation ou son représentant et par le représentant de l'entreprise extérieure avant et après l'intervention. Il est formellement interdit d'intervenir lorsque ce BI ou AI n'est pas correctement complété.

Une analyse des risques complémentaire peut y être annexée par le chef d'installation si des risques ou des consignes de sécurité, présents dans son installation, n'étaient pas intégrés au plan de prévention.


Il conviendra de récupérer, auprès du chargé de contrat, les BI ou AI nécessaires aux interventions avant le démarrage de celles-ci. Ces documents devront être signés par le chef d'installation ou son représentant avant l'intervention. Une fois l'intervention terminée, ils seront à transmettre signés (ouverture + clôture, par l'opérateur et le chef d'installation ou son représentant) au chargé de contrat et à archiver.

Au cours du marché, le formulaire pourra être amené à changer et se transformer en AI, « autorisation d'intervention ». Dans ce cas, le principe et les consignes associées resteraient inchangés.

6. Livrables

6.1. Documents à transmettre

- Les modes opératoires SS4, respectant la réglementation en vigueur devront pouvoir être transmis tout au long du marché.
- Les habilitations, titres de formations et attestations de confidentialité des intervenants devront être à jour et pouvoir être transmis tout au long du marché
- Les formulaires du CEA, relatifs notamment à la sécurité et à la préparation des plans de préventions devront être complétés et transmis au CEA chaque fois que cela sera nécessaire.

	CAHIER DES CHARGES : REPERAGE AMIANTE ET PLOMB AVANT TRAVAUX, DIAGNOSTICS ET PRELEVEMENTS	DSST/CAQS/CC/2023-0029
		Indice A janvier 2024
		Page 14/19

- Le plan qualité sécurité environnement ainsi que l'analyse environnemental devront être tenu à jour et transmis chaque fois que cela sera nécessaire.

6.2. Livrables en fin de prestation

- Les rapports amiante avant travaux ou démolition dans un délai de 20 jours ouvrés, incluant :
 - o Les plans lisibles, permettant de s'assurer du périmètre des travaux et de localiser les matériaux amiantés de manière précise
 - o Les photos de chaque prélèvement et l'emplacement de ces derniers
 - o Les attestations de l'opérateur de repérage
 - o Les résultats d'analyse du laboratoire
 - o Tout élément apparaissant dans la norme NF X 46-020
- Les rapports de repérage ou levée de doute, dans un délai de 20 jours ouvrés
- Les rapports de repérage plomb avant travaux ou démolition, dans un délai de 20 jours ouvrés, incluant :
 - o Les plans lisibles, permettant de s'assurer du périmètre des travaux et de localiser les matériaux plombés de manière précise
 - o Les attestations de l'opérateur de repérage
 - o Tout élément apparaissant dans la norme NF X46-035
- Les BI ou AI complétés et signés convenablement

Les pré-rapports ne seront pas acceptés comme livrables. Les investigations complémentaires devront être réalisées et les impossibilités techniques identifiées afin de fournir un rapport utilisable dans le cadre des travaux.

7. Exigences Qualité, sécurité, environnement, énergies


Le Centre CEA Paris-Saclay est certifié ISO 9001 (version 2015), ISO 14001 (version 2015), ISO 50001, et présente une implication forte dans l'application des règles de sécurité.

Le Titulaire doit posséder une organisation conforme aux prescriptions des normes ISO 9001 et 14001 (versions 2015).

7.1. Exigence Qualité

La satisfaction des clients est un des objectifs Qualité du CEA Paris-Saclay certifié ISO 9001, et donc une exigence à respecter pour les prestataires qui interviennent sur le site. A ce titre le Titulaire précisera dans son offre les certificats de qualification, agréments et labels obtenus par son entreprise ou tout autre élément permettant de démontrer son expérience et son aptitude à exécuter les travaux demandés et à répondre aux exigences du CEA Paris-Saclay.

Cette demande s'applique également à ses sous-traitants.

	CAHIER DES CHARGES : REPERAGE AMIANTE ET PLOMB AVANT TRAVAUX, DIAGNOSTICS ET PRELEVEMENTS	DSST/CAQS/CC/2023-0029
		Indice A janvier 2024
		Page 15/19

CEA/P-SAC/DSST/CAQS

7.1.1. Plan Qualité Sécurité Environnement

Le Titulaire doit établir un Plan Qualité/Sécurité/Environnement (PQSE) particulier décrivant :

- La manière dont il s'organise pour prendre en compte point par point l'ensemble des spécifications du présent cahier des charges, qu'elles soient techniques, administratives ou relatives à l'hygiène ou à la sécurité et à l'environnement. Notamment, le Titulaire doit déclarer au CEA les niveaux de qualification et l'expérience professionnelle des personnels qu'elle affecte pour l'exécution du marché.
- Les modalités d'application des exigences qualité de la norme NF EN ISO 9001 adaptées à la prestation demandée dans le présent cahier des charges.
- Le système de traitement des écarts et des réclamations du CEA.
- La manière dont elle décline au sein de ses activités la Politique Environnementale du CEA Paris-Saclay, élaborée dans le cadre de la certification ISO 14001 du Centre CEA site de Saclay.
- L'organisation et les moyens déployés en terme de sécurité (formations, moyens de protection, ...).

Le Plan Qualité Sécurité Environnement appelle une **analyse environnementale de l'activité, réalisée par le Titulaire et ses sous-traitants, et qui mentionne les aspects et les impacts environnementaux associés à la prestation. La gestion des déchets constitue un point fondamental de cette analyse.**

Ce Plan QSE particulier doit être soumis au CEA pour validation dans les deux mois qui suivent le début du marché. En cas de remarque formulée par le CEA, le Titulaire prend en compte les observations du CEA. Si le CEA n'a pas donné de réponse sous un mois, le Plan QSE est considéré comme validé et applicable.

En cas de remarque formulée par le CEA, le Titulaire dispose d'un délai de deux semaines pour réviser le plan. La version définitive, après validation CEA, sera transmise selon un nombre d'exemplaires spécifié en temps utile, à la charge du Titulaire.

7.1.2. Evaluation - Audits


Une évaluation des prestations, est réalisée par le chargé d'affaires CEA. Les résultats de l'évaluation sont consignés sur un formulaire CEA et signé par le CEA et le Titulaire (fiche d'évaluation de prestation F1-DIR-PR13 disponible sur demande).

7.1.3. Fiche de Réclamation Fournisseur

En cas de non-respect d'une exigence contractuelle qu'elle soit détectée lors d'un contrôle, d'un audit, via une réclamation client ou sur simple constat, le Chargé de contrat CEA établit une Fiche de Réclamation Fournisseur (FRF) qu'il transmet au Titulaire. Le Titulaire dispose d'un délai maximum de 10 jours pour répondre à cette réclamation avec une analyse des causes et une proposition d'actions préventives et/ou correctives afin d'éviter la récurrence du constat.

7.2. Exigence Sécurité

La sécurité est un objectif majeur au CEA, et une préoccupation particulière est accordée pour les activités confiées aux entreprises prestataires. Les exigences à respecter sont :

	CAHIER DES CHARGES : REPERAGE AMIANTE ET PLOMB AVANT TRAVAUX, DIAGNOSTICS ET PRELEVEMENTS	DSST/CAQS/CC/2023-0029
		Indice A janvier 2024
		Page 16/19

- les lois et règlements en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité,
- les règles générales de sécurité du CEA Paris-Saclay, disponibles sur simple demande (ces documents seront communiqués au plus tard lors du plan de prévention).

Le Titulaire du marché s'engage :

- à faire appliquer les consignes de sécurité et d'hygiène à son personnel et ses éventuels sous-traitants émanant des règles ci-dessus,
- à intervenir avec du personnel dont la qualification et la compétence professionnelle sont en accord avec les exigences techniques et professionnelles liés à l'exécution du marché,
- à interdire à son personnel le travail sous tension ou au voisinage de pièces nues sous tension,
- à intervenir avec du matériel et de l'outillage conformes aux normes en vigueur,
- à respecter l'interdiction d'utiliser les échelles ou escabeaux comme poste de travail,
- à respecter l'interdiction de laisser travailler un intervenant en situation de travailleur isolé,
- à prévenir immédiatement le CEA en cas d'accident du personnel et à respecter les procédures.


Pour respecter ces objectifs, le Titulaire désigne, parmi son personnel, un responsable sécurité « doté de l'autorité, des moyens et compétences nécessaires », pour assurer le suivi et le respect des exigences imposées par la réglementation en matière d'hygiène et de sécurité, ou les consignes propres aux installations où ont lieu les interventions. A ce titre, il est le correspondant du CEA pour toutes les exigences de coordination générale des mesures de sécurité qui s'imposent dans le cadre du code du travail et répond aux demandes du CEA en matière de sécurité et notamment à toutes les exigences citées dans le présent cahier des charges. Le responsable sécurité doit obligatoirement être présent lors du plan de prévention.

Afin de satisfaire au code du travail ainsi qu'aux « instructions générales de sécurité applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le centre CEA Paris-Saclay », **le Titulaire est tenu de respecter les conditions d'intervention proscrivant la situation de travail dangereux et isolé.** A cette fin, toutes les interventions répondant à une telle situation doivent être menées par une équipe de **deux personnes au minimum**. Le CEA se réserve le droit d'interdire les opérations si les conditions de l'intervention ne lui paraissent pas satisfaire aux exigences de sécurité.

Préalablement à toute prestation, une Inspection Commune Préalable (ICP) est déclenchée par le CEA. Elle a pour objectif de visiter les locaux utilisés par le Titulaire ainsi que le centre, et de procéder à une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence des activités. Suite à cette Inspection Commune Préalable, le plan de prévention est rédigé.

Au minimum, sont présents pour le CEA : le Chef d'Installation concerné, le Chargé de contrat CEA, et le correspondant sécurité contrat.

Sont obligatoirement présents pour le Prestataire : le correspondant du prestataire mandaté, le correspondant sécurité et ses sous-traitants éventuels. D'éventuels experts peuvent être sollicités par le Chargé de contrat CEA (Sécurité, etc.). La présence du prestataire et de ses sous-traitants est impérative.

	CAHIER DES CHARGES : REPERAGE AMIANTE ET PLOMB AVANT TRAVAUX, DIAGNOSTICS ET PRELEVEMENTS	DSST/CAQS/CC/2023-0029
		Indice A janvier 2024
		Page 17/19

Le plan de prévention est obligatoirement rédigé une fois par an avant la date anniversaire du précédent plan de prévention. Pour toutes modifications (changement de sous-traitants, travaux complémentaires...), un avenant au plan de prévention devra être réalisé.

En complément au plan de prévention générique annuel et avant toute intervention, le Titulaire établit un Bon d'Intervention (BI) ou Autorisation d'Intervention (AI). A cette occasion, les représentants respectifs de l'Installation et du Titulaire effectuent la visite du lieu et de l'installation relatifs à l'intervention, procèdent éventuellement à une nouvelle analyse des risques pouvant résulter de la spécificité de l'intervention ou de l'installation (partie inférieure du BI au recto) et décident, s'il y a lieu, des consignes à donner aux salariés au travers du formulaire analyse des risques annexé au BI. Le BI fait systématiquement référence au plan de prévention générique. Le modèle de BI est joint en annexe.

Il est interdit d'utiliser les échelles, les escabeaux et marche pied comme poste de travail. Le Titulaire fournira des matériels adaptés au travail en hauteur qui sera mis en place et utilisé par du personnel formé.

7.3. Exigences environnementales

Outre le respect des lois et règlements en vigueur en matière d'environnement, le Titulaire doit respecter les exigences environnementales du site du CEA Paris-Saclay certifié ISO 14 001 pour l'ensemble de l'activité du présent marché. Dans le cadre de l'application de sa politique environnementale, le CEA demandera au Titulaire d'adopter une attitude responsable vis-à-vis de l'environnement.

Le Titulaire doit formaliser dans le plan QSE sa manière de prendre en compte la préservation de l'environnement en :

- identifiant et évaluant l'impact de son activité sur l'Environnement et des nuisances éventuelles générées découlant du déroulement normal de l'intervention ainsi que des dysfonctionnements et situations d'urgence possibles,
- estimant qualitative et quantitative des déchets qui seront générés,
- proposant des solutions techniques optimisées vis-à-vis de l'environnement.


Le Titulaire doit :

- respecter les procédures et consignes en matière de tri et de gestion des déchets conventionnels : trier à la source, évacuer les déchets industriels dangereux au fur et à mesure de leur production en zone de transit des déchets, limiter la quantité des emballages entrant en zone contrôlée,
- remettre en état de propreté les aires de travail en fin de prestation,
- respecter l'interdiction d'évacuer des effluents liquides dangereux dans les différents réseaux,
- suivre une sensibilisation sur la démarche environnementale du site, la décliner à ses travailleurs et intervenants.

En cas d'urgence (déversement accidentel...), le Titulaire alertera sans délai la FLS puis le chargé d'affaire CEA et/ou le responsable Environnement du site. Ces contacts seront définis lors de l'ICP.

7.4. Gestion des Déchets

Le Titulaire doit se conformer aux réglementations et procédures en vigueur sur le site du CEA Paris-Saclay concernant le stockage et l'évacuation des déchets, notamment :

	CAHIER DES CHARGES : REPERAGE AMIANTE ET PLOMB AVANT TRAVAUX, DIAGNOSTICS ET PRELEVEMENTS	DSST/CAQS/CC/2023-0029
		Indice A janvier 2024
		Page 18/19

- la procédure « collecte, contrôle et évacuation des déchets conventionnels » référence : CEA/P-SAC/DIR/PR17,
- la consigne référence : GVDC/CO/06 relative à la gestion des déchets conventionnels et aux pénalités applicables en cas de non-respect des consignes.


L'évacuation des déchets inertes et conventionnels – métaux, moteurs vidangés, huiles moteurs – est à la charge du Titulaire.

Le Titulaire doit trier les déchets à la source afin de les valoriser au maximum, de les conditionner et de les éliminer conformément aux exigences réglementaires et aux exigences du CEA.

- Un bordereau d'évacuation (BE) sur le site de Saclay ou une demande d'évacuation (DE) sur le site de Fontenay-aux-Roses doit être utilisé pour toute évacuation du centre CEA. Il sera complété par un Bordereau de Déchet Dangereux (BSDD) ou Bordereau de Suivi de Déchets Amiantés (BSDA) si nécessaire. Ces formulaires seront établis par le correspondant déchets de l'installation ou du DSST.
- Un passage au portique radiologique est obligatoire avant et après le chargement des déchets.
- Le transporteur des déchets et l'exutoire doivent être validés par le correspondant déchet CEA. Pour cela, l'Entreprise transmet les éléments suivants :

Société	Eléments à fournir au correspondant Déchets
Transporteur de déchets inertes	<ul style="list-style-type: none"> - Raison sociale et adresse précise - Numéro de SIRET - Téléphone, fax, mail - Nom d'un responsable, fonction et coordonnées
Transporteur agréé pour les déchets banals et dangereux	<ul style="list-style-type: none"> - Raison sociale et adresse précise - Numéro de SIRET - Téléphone, fax, mail - Nom d'un responsable, fonction et coordonnées - Copie du récépissé de déclaration, OU autorisation en préfecture au titre de transport par route de déchets ou au titre de négoce/courtage de déchets.
Exutoire	<ul style="list-style-type: none"> - Raison sociale de l'exploitant - Adresse exacte du site de traitement ou de stockage - Numéro de SIRET - Téléphone, fax, mail - Nom d'un responsable, fonction et coordonnées - Copie de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation du site de traitement.

En cas de non-respect de ces exigences par le Titulaire, des pénalités seront appliquées.

	CAHIER DES CHARGES : REPERAGE AMIANTE ET PLOMB AVANT TRAVAUX, DIAGNOSTICS ET PRELEVEMENTS	DSST/CAQS/CC/2023-0029
		Indice A janvier 2024
CEA/P-SAC/DSST/CAQS		Page 19/19

Les déchets, notamment ceux de conditionnement du matériel neuf à installer et leur évacuation, sont à la charge du Titulaire.

Pour rappel, la réglementation déchets impose de faire figurer sur les devis de travaux les mentions suivantes :

- L'estimation de la quantité totale de déchets générée par l'entreprise sur la durée du chantier ;
- Les modalités de gestion et de collecte des déchets sur le chantier (effort de tri effectué, nature des déchets pour lesquels une collecte spécifique est prévue) ;
- Le(s) point(s) de collecte vers lesquels les déchets seront acheminés par les constructeurs ou les sous-traitants (identification par leur raison sociale, leur adresse et le type d'installation) ;
- L'estimation des coûts associés à la gestion et à l'enlèvement de ces déchets.